

§ 2. Dans le cas d'une culture bisannuelle dont la récolte et par conséquent la livraison de la matière première, s'effectue dans la deuxième année de culture, le paiement s'effectue dans les deux ans qui suivent la conclusion du contrat, visé à l'article 6, à la condition que l'instance compétente constate que :

1° les obligations, énumérées au § 1^{er}, 2°, 4° et 5° sont respectées à partir de la première année de culture;

2° les obligations, énumérées au § 1^{er}, 1° et 3° et l'obligation de communiquer des informations, visée à l'article 10, § 1^{er}, sont respectées pendant la deuxième année.

Pour la première année de culture, le paiement n'est effectué que si l'instance compétente a reçu la preuve de la constitution de la garantie. Pour ce qui concerne la deuxième année de culture, le paiement peut être effectué sans que la garantie ne soit constituée.

§ 3. Dans le cas d'une culture permanente ou pluriannuelle, le paiement de l'aide est effectué chaque année à compter de la date de conclusion du contrat. Les conditions du § 2 s'appliquent par analogie.

Art. 15. Les infractions au présent arrêté, du Règlement (CE) n° 1782/2003, n° 796/2004 et n° 1973/2004 sont recherchées, constatées et punies conformément à la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Art. 16. L'arrêté ministériel du 28 juin 1999 portant modalités d'application relatives à l'utilisation des terres mises en jachère pour la production de matières premières destinées à la fabrication de produits non spécifiquement destinés à l'alimentation humaine ou animale, est abrogé;

Art. 17. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2005, à l'exception de l'article 15 qui produit ses effets le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 25 novembre 2005.

Y. LETERME

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 171

[2006/200061]

22 DECEMBRE 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales relatives aux activités d'élevage ou d'engraissement de canards, d'oies, de dindes, de pintades et autres volailles

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment ses articles 4, 5, § 3, 7, § 1^{er}, 8 et 9;

Vu l'avis de la Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution rendu le 22 juin 2005;

Vu l'avis de la Commission régionale des déchets rendu le 30 juin 2005;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas trente jours;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 septembre 2005 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Les présentes conditions s'appliquent aux activités d'élevage ou d'engraissement de canards, d'oies, de dindes et de pintades visées aux rubriques 01.24.02.01.01 et 01.24.02.02.01 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Pour l'application des présentes conditions, on entend par :

1° abri de plein air : construction située sur les parcelles de pâturage et destinées à abriter les animaux lors d'intempéries;

2° aire de parcours ou d'attente : aire empruntée régulièrement par les animaux et aménagée en vue de permettre le stationnement de ceux-ci;

3° enclos : l'espace à ciel ouvert et clôturé, y compris les parcours, à l'exception des prairies de pâturage;

4° habitation de tiers : tout immeuble dans lequel une ou plusieurs personnes séjournent habituellement;

5° effluents d'élevage : fertilisations organiques d'origine agricole, c'est-à-dire les déjections des animaux ou les mélanges, qu'elles qu'en soient les proportions, de déjections animales et d'autres composants tels que des litières, même s'ils ont subi une transformation;

6° jus d'écoulement : liquide provenant de source agricole, à l'exception du lisier et du purin, s'échappant par ruissellement de l'aire ou du réservoir où il est produit ou stocké; les eaux pluviales ne sont pas considérées comme des jus d'écoulement;

7° eaux brunes : les eaux issues d'aires non couvertes de parcours ou d'attente des animaux, souillées régulièrement par ces animaux;

8° eaux de cour : eaux issues des aires en dur, souillées occasionnellement par les animaux lors de leur passage et par les engins agricoles lors de leur manœuvre, à l'exclusion de toute aire de stockage proprement dite;

9° litière : la paille, la sciure, le gravier ou toute autre matière servant à recouvrir le sol des enclos ou tout autre lieu d'hébergement des animaux;

10° nouveau bâtiment ou nouvelle infrastructure d'hébergement : installation postérieure à l'entrée en vigueur du présent arrêté. Les agrandissements de bâtiments ou d'infrastructures existants ne sont pas visés.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction**Section 1^{re}. — Implantation*

Art. 3. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau, relatives aux zones de prévention des prises d'eau, tout nouveau bâtiment ou toute nouvelle infrastructure d'hébergement d'animaux ne peut être implanté à moins :

- de 10 mètres d'une eau de surface, d'un ouvrage de prise d'eau, d'un piézomètre, d'un point d'entrée d'égout public;
- de 20 m d'une habitation de tiers lorsque le nombre d'animaux hébergés dans ce bâtiment ou dans cette infrastructure est inférieur ou égal à 1000;
- de 60 m d'une habitation de tiers lorsque le nombre d'animaux hébergés dans ce bâtiment ou dans cette infrastructure est supérieur à 1000.

§ 2. Sans préjudice des dispositions du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau, relatives aux zones de prévention des prises d'eau, toute nouvelle infrastructure de stockage des effluents d'élevage ne peut être implantée à moins de 10 mètres d'une eau de surface, d'un ouvrage de prise d'eau, d'un piézomètre, d'un point d'entrée d'égout public.

Cette disposition ne s'applique pas ni aux rénovations, ni aux reconstructions d'infrastructures visant une mise en conformité avec les réglementations environnementales.

Section 2. — Construction

Art. 4. Tout bâtiment ou toute infrastructure d'hébergement d'animaux est positionné ou à défaut, aménagé de manière à bénéficier d'une aération naturelle optimale. Au besoin, une ventilation mécanique avec un dispositif de régulation du débit d'air en fonction de la température est installée dans le bâtiment ou l'infrastructure d'hébergement.

Art. 5. Le bâtiment ou l'infrastructure d'hébergement d'animaux est couvert et conçu ou adapté de manière à répondre notamment aux exigences du type d'élevage.

Art. 6. § 1^{er}. Tous les sols des bâtiments d'hébergement des animaux, ainsi que toutes les aires de parcours ou d'attente en dur non couvertes fréquentées régulièrement par les animaux, à l'exception des aires de passage, sont étanches et maintenus en parfait état d'étanchéité.

§ 2. La pente des sols étanches permet l'écoulement des jus d'écoulement et des eaux de nettoyage vers les ouvrages de stockage étanches et de capacité suffisante, si nécessaire par des canalisations étanches et en parfait état de fonctionnement.

§ 3. Les dispositions prévues aux §§ 1^{er} et 2 ne s'appliquent pas aux abris en plein air destinés à abriter les animaux lors d'intempéries.

§ 4. Les sols, les aires et les ouvrages de stockage sont aménagés de manière à empêcher les entrées non maîtrisées d'eau de ruissellement ou de toiture.

Art. 7. Les installations de nourrissage telles que notamment les mangeoires, les auges ou les abreuvoirs sont en matériaux durs, stables dans le temps et facilement lavables.

Art. 8. Les infrastructures de stockage des effluents d'élevage, et des jus d'écoulement sont construites ou aménagées conformément aux dispositions du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau, relatives à la gestion durable de l'azote en agriculture.

CHAPITRE III. — *Exploitation*

Art. 9. § 1^{er}. Le bâtiment ou l'infrastructure d'hébergement d'animaux fait l'objet de nettoyages et éventuellement de désinfections régulièrement au moyen de produits adéquats.

§ 2. S'il y a présence d'une litière, celle-ci est suffisante, saine et régulièrement renouvelée.

Art. 10. L'exploitant veille à l'entretien et à la propreté du lieu de stockage des cadavres d'animaux.

Art. 11. Les mesures nécessaires et efficaces sont prises pour éviter l'apparition de vermine, la pullulation d'insectes et la prolifération de rongeurs. Ces mesures sont notamment l'utilisation de produits de lutte agréés, de pièges ou poisons autorisés pour les rongeurs, le maintien des stocks de farines et d'autres aliments dans des conditions saines, leur protection par des dispositifs tels que de fins grillages, des moustiquaires, des dispositifs insecticides électriques ou de tout autre système équivalent.

Art. 12. Les produits pouvant présenter un danger pour l'homme et l'environnement tels que les produits corrosifs, inflammables, toxiques, les pesticides, les produits de lutte contre la vermine, la pullulation d'insectes et la prolifération de rongeurs, de même que les produits de nettoyage, de soin aux animaux et de désinfection sont stockés dans des endroits réservés à cet usage et dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel.

Ces produits sont agréés et leur utilisation respecte les normes en vigueur.

Art. 13. Les aliments pour animaux sont entreposés dans des endroits spécifiques ou dans des silos.

Art. 14. Des mesures nécessaires et efficaces sont prises pour empêcher les animaux de s'échapper.

CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents et incendies*

Art. 15. Les précautions sont prises pour assurer la sécurité du public et des personnes présentes au sein de l'exploitation et si nécessaire pourvoir à son évacuation rapide et sans danger. Dans l'établissement, les accès aux extincteurs et aux dévidoirs sont en permanence dégagés.

Art. 16. La hauteur, le type, les dimensions et l'écartement des piquets, l'écartement des fils ou les dimensions des grillages des clôtures des enclos et des prairies sont adaptés au type d'animal. Au besoin, les clôtures sont doublées ou électrifiées.

Art. 17. Dans le cas d'une exposition des animaux au public, l'exploitant met en œuvre les mesures nécessaires et efficaces afin d'éviter tout risque d'accident.

CHAPITRE V. — *Eau*

Art. 18. Tout rejet direct ou indirect de fertilisants et de jus d'écoulement ainsi que d'eaux usées autres que domestiques et pluviales dans le sous-sol, dans un égout public, dans une eau de surface ou dans une voie d'écoulement des eaux pluviales est interdit.

Art. 19. § 1^{er}. Le stockage et la manutention des effluents d'élevage, des matières végétales et des jus d'écoulement sont conformes aux dispositions du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau, relatives à la gestion durable de l'azote en agriculture.

§ 2. Afin d'éviter une production trop importante d'eaux de cour, la cour est régulièrement nettoyée mécaniquement et les déchets récoltés sont évacués soit vers une infrastructure de stockage d'effluents d'élevage, soit épandus sur le sol dans le respect des dispositions susvisées du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau.

§ 3. Les eaux brunes ne peuvent être rejetées directement dans le sous-sol, dans un égout public ou dans une eau de surface. Elles peuvent être acheminées vers une infrastructure de stockage d'effluents d'élevage.

Art. 20. Sans préjudice de l'application d'autres législations, les eaux pluviales collectées sur les toitures sont évacuées par des puits perdants, des drains dispersants, des voies artificielles d'écoulement ou par des eaux de surface.

CHAPITRE VI. — Air

Art. 21. L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour limiter les émissions d'odeurs provenant des bâtiments ou des infrastructures d'hébergement d'animaux ou des installations annexes. Le système de ventilation éventuel des bâtiments ou infrastructures d'hébergement d'animaux est étudié et réalisé de manière à ne pas rejeter l'air vicié en direction des habitations des tiers ou des locaux habituellement occupés par des tiers.

Art. 22. Dans le cas d'une évacuation canalisée dans l'atmosphère, l'air rejeté respecte la valeur limite suivante : poussières totales : 50 mg/Nm³.

CHAPITRE VII. — Gestion des déchets autres que les effluents d'élevage

Art. 23. § 1^{er}. Les dispositions visées dans ce chapitre ne préjugent en rien de l'application de dispositions particulières ou spécifiques qui pourraient être prises par les pouvoirs publics en cas de force majeure notamment en vue par exemple d'éradiquer l'apparition d'une épizootie au sein du cheptel détenu dans l'exploitation.

§ 2. L'exploitant avise un collecteur agréé pour l'enlèvement des cadavres d'animaux sans délai et au plus tard dans les 24 heures de la mort d'un animal.

Les cadavres d'animaux sont conservés dans un dispositif fermé et étanche dans l'attente de leur enlèvement et dans un endroit facilement accessible aux seules personnes autorisées.

Art. 24. L'exploitant tient les relevés des enlèvements de cadavres fournis par le collecteur ou le transporteur agréé.

CHAPITRE VIII. — Contrôle, autocontrôle, auto-surveillance

Art. 25. L'inventaire SANITEL et les relevés visés à l'article 22 sont conservés au siège d'exploitation pendant cinq ans et tenus à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

CHAPITRE IX. — Dispositions finales

Art. 26. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 décembre 2005.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 171

[2006/200061]

22. DEZEMBER 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der gesamten Bedingungen für die Tätigkeiten zur Aufzucht oder Mast von Enten, Gänsen, Puten, Perlhühnern und sonstigem Geflügel

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, § 3, 7, § 1, 8 und 9;

Aufgrund des am 22. Juni 2005 abgegebenen Gutachtens der beratenden Kommission für den Schutz der Gewässer gegen die Verschmutzung;

Aufgrund des Gutachtens der regionalen Kommission für Abfälle vom 30. Juni 2005;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung über den Antrag auf ein vonseiten des Staatsrates innerhalb eines Zeitraums, der dreißig Tage nicht überschreitet, abzugebendes Gutachten;

Aufgrund des am 26. September 2005 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;
Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I. — Anwendungsbereich und Definitionen

Artikel 1 - Die vorliegenden Betriebsbedingungen sind auf die Tätigkeiten zur Aufzucht oder Mast von Enten, Gänsen, Puten und Perlhühnern gemäß der Rubrik 01.24.02.01.01 und 01.24.02.02.01 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten anwendbar.

Art. 2 - Zur Anwendung der vorliegenden Bedingungen gelten folgende Definitionen:

1° Freilufthütte: eine Konstruktion, die sich auf den Weideparzellen befindet, und die dazu bestimmt ist, den Tieren bei ungünstigen Witterungsverhältnissen Unterkunft zu gewähren;

2° Lauf- oder Wartefläche: Fläche, die die Tiere regelmäßig benutzen, und die so eingerichtet ist, dass sich die Tiere dort einige Zeit aufhalten können;

3° Gehege: nicht überdachte, einzäunte Fläche, einschließlich der Laufflächen, außer den Weidewiesen;

4° Wohnung von Drittpersonen: ein Gebäude, in dem eine oder mehrere Personen gewöhnlich wohnen;

5° Tierzucht abwässer: organische Düngemittel aus der Landwirtschaft, d.h. tierische Ausscheidungen oder eine Mischung (unabhängig von den Proportionen) aus tierischen Ausscheidungen und anderen Bestandteilen, wie zum Beispiel Einstreu, auch in verarbeiteter Form;

6° Sickersaft: Flüssigkeit landwirtschaftlichen Ursprungs, mit Ausnahme der Gülle und Jauche, die von der Fläche oder dem Behälter, wo sie erzeugt oder gelagert wird, absickert; das Regenwasser wird nicht als Sickersaft gewertet;

7° Braunwasser: Abwasser, das aus nicht überdachten Lauf- oder Warteflächen abfließt, die von den Tieren regelmäßig verschmutzt werden;

8° Hofwasser: Abwasser, das aus harten Flächen abfließt, die gelegentlich durch vorbeilaufende Tiere oder manövrierende landwirtschaftliche Arbeitsmaschinen verschmutzt werden können, mit Ausnahme jeglicher Lagerflächen;

9° Einstreu: Stroh, Sägemehl, Kies oder jeder andere Stoff zur Bedeckung des Bodens der eingezäunten Flächen oder der Räume, die zur Unterbringung der Tiere dienen;

10° neues Gebäude oder neue Unterkunftsinfrastruktur: Anlage nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses. Dies betrifft nicht die Erweiterungen von bestehenden Gebäuden oder Infrastrukturen.

KAPITEL II. — *Ansiedlung und Bau*

Abschnitt 1 — Ansiedlung

Art. 3 - § 1. Unbeschadet der Bestimmungen von Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, über die Präventivzonen für Wasserentnahmestellen, darf jedes neue Gebäude oder Unterkunftsinfrastruktur für Tiere nur:

- in einem Abstand von weniger als 10 Metern von einem Oberflächenwasser, einer Wasserentnahmestelle, einem Piezometer, einer Einlassstelle einer öffentlichen Kanalisation,

- in einem Abstand von weniger als 20 m einer Wohnung von Drittpersonen, wenn die Anzahl der in diesem Gebäude oder Infrastruktur untergebrachten Tiere höchstens 1 000 beträgt,

- in einem Abstand von weniger als 60 m einer Wohnung von Drittpersonen, wenn die Anzahl der in diesem Gebäude oder Infrastruktur untergebrachten Tiere mehr als 1 000 beträgt, angesiedelt werden.

§ 2. Unbeschadet der Bestimmungen von Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, über die Präventivzonen für Wasserentnahmestellen, darf jede neue Infrastruktur zur Lagerung von Tierzucht abwässern nicht in einem Abstand von weniger als 10 Metern von einem Oberflächenwasser, einer Wasserentnahmestelle, einem Piezometer, einer Einlassstelle einer öffentlichen Kanalisation angesiedelt werden.

Diese Bestimmung ist weder auf die Renovierungen noch den Wiederaufbau von Infrastrukturen, die auf eine Angleichung an die geltenden umweltrechtlichen Vorschriften abzielen, anwendbar.

Abschnitt 2. — Bau

Art. 4 - Die Gebäude oder Infrastrukturen zur Unterbringung von Tieren werden so positioniert oder ggf. eingerichtet, dass sie eine optimale natürliche Belüftung erhalten. Wenn nötig wird in dem Gebäude oder in der Infrastruktur zur Unterbringung von Tieren eine mechanische Belüftungsanlage mit einer Vorrichtung zur Regelung der Luftmenge je nach der Temperatur installiert.

Art. 5 - Das Gebäude oder die Infrastruktur zur Unterbringung von Tieren wird so bedeckt und konstruiert oder angepasst, dass insbesondere den Bedürfnissen der jeweiligen Art der gehaltenen Tiere entsprochen wird.

Art. 6 - § 1. Alle Bodenflächen der Gebäude, in denen Tiere untergebracht werden, sowie alle nicht überdachten Lauf- und Warteflächen aus harten Materialien, die regelmäßig von den Tieren belaufen werden, mit Ausnahme der Durchgangflächen, sind wasserdicht und perfekt wasserdicht zu halten.

§ 2. Die Neigung der wasserdichten Bodenflächen ermöglicht das Abfließen des Sickersafts und des Reinigungswassers zu wasserdichten Lageranlagen, die eine zureichende Kapazität aufweisen, wenn nötig durch wasserdichte und perfekt funktionierende Kanalisationen.

§ 3. Die in § 1 und § 2 vorgesehenen Bestimmungen betreffen nicht die Freiluft hütten, die dazu bestimmt sind, den Tieren bei ungünstigen Witterungsverhältnissen Unterkunft zu gewähren.

§ 4. Die Böden, die Flächen und die Lagereinrichtungen sind so anzulegen, dass ein unkontrolliertes Eindringen von Abflusswasser oder Regenwasser von den Dächern verhindert wird.

Art. 7 - Futteranlagen wie z.B. Futternäpfe, Tröge oder Tränken sind aus harten, fäulnissicheren und leicht waschbaren Werkstoffen.

Art. 8 - Die Infrastrukturen zur Lagerung der Tierzucht abwässer und Sickersäfte werden im Sinne der Bestimmungen von Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, betreffend die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft gebaut oder eingerichtet.

KAPITEL III. — *Betrieb*

Art. 9 - § 1. Das Gebäude oder die Infrastruktur, in dem/der Tiere untergebracht werden, wird regelmäßig gereinigt und ggf. desinfiziert; dabei sind die geeigneten Produkte zu verwenden.

§ 2. Wenn es eine Einstreu gibt, ist sie in zureichender Menge verfügbar, gesund und wird regelmäßig erneuert.

Art. 10 - Der Betreiber hat für den Unterhalt und die Sauberkeit des Ortes, an dem Tierkadaver gelagert werden, zu sorgen.

Art. 11 - Es werden geeignete und effiziente Maßnahmen getroffen, um das Vorkommen von Ungeziefer sowie die Vermehrung von Insekten und Nagetieren zu verhindern. Es handelt sich insbesondere um folgende Maßnahmen: die Benutzung von zugelassenen Bekämpfungsmitteln, Fallen oder Giften für Nagetiere, die Lagerung von Mehl und sonstigen Futtermitteln unter hygienisch einwandfreien Umständen, der Schutz dieser Lager durch geeignete Mittel wie z.B. dünne Gitter, Netze, elektrische Insektentöter oder gleichwertige Systeme.

Art. 12 - Die Produkte, die eine Gefahr für Mensch und Umwelt darstellen können, wie z.B. ätzende, entzündbare oder giftige Stoffe, Pestizide, Ungeziefer-, Insekten und Nagetierbekämpfungsmittel, sowie die Reinigungsmittel, Tierpflegemittel und Desinfektionsmittel werden an zu diesem Zweck vorbehaltenen Orten gelagert, unter Umständen, in denen eine unfallbedingte Einleitung solcher Produkte in die Umwelt verhindert werden kann.

Diese Produkte müssen zugelassen sein und den geltenden Normen genügen.

Art. 13 - Futtermittel sind in spezifisch dazu bestimmten Räumen oder in Silos zu lagern.

Art. 14 - Falls erforderlich werden zweckmäßige Maßnahmen getroffen, damit die Tiere nicht flüchten.

KAPITEL IV. — Unfall- und Brandverhütung

Art. 15 - Die notwendigen Maßnahmen zum Schutz der Öffentlichkeit und der im Betrieb anwesenden Personen und ggf. für eine schnelle und sichere Evakuierung werden getroffen. Innerhalb des Betriebs sind die Feuerlöscher und Feuerwehrschauchhaspeln stets zugänglich.

Art. 16 - Die Höhe, die Art, die Abmessungen und der Abstand zwischen den Pfählen, der Abstand zwischen den Drähten oder die Gitterabmessungen der Umzäunungen hängen von der Tierkategorie ab. Ggf. werden die Umzäunungen verdoppelt oder elektrifiziert.

Art. 17 - Falls der Betrieb der Öffentlichkeit zugänglich ist, trifft der Betreiber geeignete und effiziente Maßnahmen, um jede Unfallgefahr zu vermeiden.

KAPITEL V. — Wasser

Art. 18 - Alle Formen des direkten oder indirekten Ableitens der Düngemittel und der Sickersäfte sowie von Abwasser (mit Ausnahme des Haushaltsabwassers und Regenwassers) in den Untergrund, in eine öffentliche Kanalisation, in Oberflächengewässer oder in eine Regenwasser-Abflussleitung sind untersagt.

Art. 19 - § 1. Die Lagerung und Handhabung von Tierzucht abwässern, pflanzlichen Stoffen und Sickersäften haben im Sinne der Bestimmungen von Buch II des Umweltgesetzbuchs, welches das Wassergesetzbuch bildet, über die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft zu erfolgen.

§ 2. Um eine zu große Produktion von Hofwasser zu vermeiden, muss der Hof regelmäßig auf mechanische Weise gereinigt werden, und die gesammelten Abfälle müssen entweder einer Infrastruktur zur Lagerung von Tierzucht abwässern zugeführt werden, oder aber auf dem Boden ausgebracht werden, wobei den Bestimmungen des Buchs II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Rechnung zu tragen ist.

§ 3. Alle Formen des direkten Ableitens von Braunwasser in den Untergrund, in eine öffentliche Kanalisation oder in das Oberflächenwasser sind untersagt. Sie können einer Infrastruktur zur Lagerung von Tierzucht abwässern zugeführt werden.

Art. 20 - Unbeschadet der Anwendung anderer Gesetzgebungen muss das auf Dächern gesammelte Regenwasser durch Sickergruben, Sickerleitungen, künstliche Abflusswege oder Oberflächengewässer abgeleitet werden.

KAPITEL VI. — Luft

Art. 21 - Der Betreiber führt die notwendigen Maßnahmen durch, damit die Gerüche aus den Gebäuden oder den Infrastrukturen, in denen Tiere untergebracht werden, oder den Nebenanlagen auf ein Mindestmaß beschränkt werden. Das ggf. vorhandene Belüftungssystem der Gebäude oder Infrastrukturen, wo Tiere untergebracht sind, wird so entworfen und ausgeführt, dass keine Abluft aus diesen Räumen in die Richtung von Wohnungen von Drittpersonen oder Räumen, die gewöhnlich von Drittpersonen benutzt werden, abgeleitet wird.

Art. 22 - Wird die Abluft durch eine Rohrleitung in die Atmosphäre ausgestoßen, so hat die ausgestoßene Luft folgenden Grenzwert einzuhalten: Gesamtstaub: 50 mg/Nm³.

KAPITEL VII. — Behandlung von anderen Abfällen als Tierzucht abwässern

Art. 23 - § 1. Die im vorliegenden Kapitel erwähnten Bestimmungen greifen der Anwendung von besonderen oder spezifischen Bestimmungen nicht vor, die von den Behörden bei höherer Gewalt beschlossen werden könnten, insbesondere um den Ausbruch einer Tierseuche innerhalb des im Betrieb gehaltenen Bestands zu bekämpfen.

§ 2. Der Betreiber bestellt einen zugelassenen Sammler für die unverzügliche Entsorgung der Tierkadaver; diese muss spätestens innerhalb 24 Stunden nach dem Tod eines Tieres stattfinden.

Bis die Tierkadaver abgeholt werden, werden sie in einer abgeschlossenen und wasserdichten Vorrichtung und an einer Stelle, die nur den befugten Personen leicht zugänglich ist, aufbewahrt.

Art. 24 - Der Betreiber bewahrt die durch den zugelassenen Sammler oder Transportunternehmer gelieferten Verzeichnisse der Abholungen von Kadavern.

KAPITEL VIII. — Kontrolle, Selbstkontrolle und Selbstüberwachung

Art. 25 - Das SANITEL Inventar und die in Artikel 22 erwähnten Verzeichnisse werden während fünf Jahren am Betriebssitz aufbewahrt, und dem Aufsichtsbeamten zur Verfügung gehalten.

KAPITEL IX. — Schlussbestimmungen

Art. 26 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. Dezember 2005

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 171

[2006/200061]

22 DECEMBER 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de activiteiten i.v.m. het telen of fokken van eenden, ganzen, kalkoenen, parelhoenen en ander gevogelte

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, § 3, 7, § 1, 8 en 9;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor de bescherming van het water tegen verontreiniging, gegeven op 22 juni 2005;

Gelet op het advies van de Gewestelijke commissie voor afvalstoffen, gegeven op 30 juni 2005;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van hoogstens dertig dagen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 26 september 2005, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en definities*

Artikel 1. Deze voorwaarden zijn van toepassing op de activiteiten i.v.m. het telen of fokken van eenden, ganzen, kalkoenen, parelhoenen en ander gevogelte zoals bedoeld in de rubrieken 01.24.02.01.01 en 01.24.02.02.01 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 2. Voor de toepassing van deze voorwaarden wordt verstaan onder :

1^o schuilplaats in de openlucht : bouwwerk op weilandpercelen waar de dieren bij slecht weer beschutting vinden;

2^o loop- of wachtruimte : ruimte die regelmatig door de dieren gebruikt wordt en die ingericht is om ze bijeen te kunnen houden;

3^o omheinde ruimte : afgesloten ruimte in de openlucht, met inbegrip van de loopruimten, weilanden uitgezonderd;

4^o woning van derden : elk gebouw waarin één of meer personen doorgaans verblijft/verblijven;

5^o dierlijke mest : organische meststoffen uit de landbouw, namelijk dierlijke uitwerpselen of mengsels, ongeacht de verhoudingen, van dierlijke uitwerpselen en andere bestanddelen zoals stalstro, zelfs na verwerking;

6^o afvloeisel : vloeistof uit de landbouwbedrijvigheid, met uitzondering van gier en aalt, die wegsijpelt uit de ruimte of uit de tank waar zij respectievelijk geproduceerd of opgeslagen wordt; regenwater wordt niet als afvloeisel beschouwd;

7^o bruin water : water afkomstig van niet-overdekte loop- of wachtruimten die regelmatig door de dieren beoedeld worden;

8^o hofwater : water afkomstig van verharde ruimten die tijdens de doorgang van de dieren en de bediening van landbouwvoertuigen beoedeld worden, met uitzondering van elke eigenlijke opslagplaats;

9^o stalstro : stro, zaagsel, grind of elke andere stof ter bedekking van de bodem van omheinde ruimten of van elke andere plaats waar dieren ondergebracht worden;

10^o nieuw gebouw of nieuwe infrastructuur voor de huisvesting van dieren : installatie van na de inwerkingtreding van dit besluit. Dit besluit slaat niet op uitbreidingen van bestaande gebouwen of infrastructuren.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw**Afdeling 1. — Vestiging*

Art. 3. § 1^{er}. Onverminderd de bepalingen van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, betreffende de preventiegebieden voor waterwinningen, wordt elk nieuw gebouw of elke nieuwe infrastructuur voor de huisvesting van dieren gevestigd op minstens :

- 10 meter van een oppervlaktewater, een watertappunt, een piëzometer, een inlaat van de openbare riolering;

- 20 meter van een woning van derden als 1 000 dieren of minder ondergebracht worden in het gebouw of de infrastructuur;

- 60 meter van een woning van derden als meer dan 1 000 dieren ondergebracht worden in het gebouw of de infrastructuur.

§ 2. Onverminderd de bepalingen van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, betreffende de preventiegebieden voor waterwinningen, wordt elke nieuwe infrastructuur voor het opslaan van dierlijke mest gevestigd op minstens 10 meter van een oppervlaktewater, een watertappunt, een piëzometer, een inlaat van de openbare riolering.

Deze bepaling is niet van toepassing op de renovaties en de heropbouw van infrastructuren die het in overeenstemming brengen met de milieuregelgeving beogen.

Afdeling 2. — Bouw

Art. 4. Bij de bouw of de inrichting van een gebouw of een infrastructuur voor de huisvesting van dieren wordt gezorgd voor een optimale luchtverversing. Desnoods worden de gebouwen voorzien van een mechanische ventilatie met een systeem voor de regulering van het luchtdebiet op grond van de temperatuur.

Art. 5. Het gebouw of de infrastructuur voor de huisvesting van dieren is overdekt en wordt ontworpen of aangepast teneinde te voldoen aan de vereisten van het soort teelt.

Art. 6. § 1. Alle vloerbedekkingen van de gebouwen voor de huisvesting van dieren, alsmede alle niet-overdekte verharde loop- en wachtruimten die regelmatig door de dieren gebruikt worden, met uitzondering van de doorgangruimten, zijn waterdicht en worden perfect waterdicht gehouden.

§ 2. Hellende waterdichte bodems laten de afvoer van afvloeisels en reinigingswater toe naar waterdichte opslagplaatsen die voldoende ruimte bieden, desnoods via waterdichte leidingen in perfecte staat van werking.

§ 3. De bepalingen in de §§ 1 en 2 zijn niet van toepassing op de schuilplaatsen in de openlucht waar de dieren bij slecht weer beschutting vinden.

§ 4. De opslagvloeren, -ruimten en -constructies worden ingericht zodat geen afvloeiend water of dakwater kan binnensijpelen.

Art. 7. De voederinstallaties, zoals troggen, voeder- of drinkbakken, zijn vervaardigd uit harde, duurzame en vlot wasbare materialen.

Art. 8. De infrastructuur voor de opslag van dierlijke mest en afvloeisels worden gebouwd of ingericht overeenkomstig de bepalingen van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, betreffende het duurzame beheer van stikstoffen in de landbouw.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie*

Art. 9. § 1. Het gebouw of de infrastructuur voor de huisvesting van dieren wordt regelmatig gereinigd en eventueel ontsmet met de gepaste producten.

§ 2. Stalstro is in voorkomend geval voldoende voorhanden, gezond en wordt regelmatig hernieuwd.

Art. 10. De exploitant ziet toe op het onderhoud en de netheid van de opslagplaats voor kreuken.

Art. 11. De vereiste doeltreffende preventie maatregelen worden genomen tegen ongedierte, insecten en knaagdieren. Deze maatregelen bestaan o.a. in het gebruik van erkende bestrijdingsmiddelen, van toegelaten vallen of giften voor knaagdieren, in het behoud van de opslagen van meel en ander voeder in gezonde omstandigheden, in de bescherming ervan met voorzieningen zoals dunne afrasteringen, klamboes, elektrische insectenverdelgers of elk ander gelijkwaardig systeem.

Art. 12. Producten die een gevaar inhouden voor de mens en het milieu, zoals bijtende, ontvlambare, giftige producten, pesticiden, producten ter bestrijding van ongedierte, insecten en knaagdieren, alsmede reinigingsproducten, dierenzorg- en ontsmettingsproducten worden opgeslagen in daartoe bestemde plaatsen en in omstandigheden waarin elke accidentele lozing in het natuurlijke milieu voorkomen wordt.

Deze producten zijn erkend en het gebruik ervan voldoet aan de geldende normen.

Art. 13. Het diervoeder wordt in specifieke ruimten of in silo's opgeslagen.

Art. 14. De vereiste doeltreffende maatregelen worden genomen om ontsnapping van de dieren te voorkomen.

HOOFDSTUK IV. — *Ongevallen- en brandpreventie*

Art. 15. Er worden voorzorgsmaatregelen genomen om de veiligheid van het publiek en van de personen binnen de exploitatie te waarborgen en om desnoods voor een snelle en veilige ontruiming te zorgen. Binnen het bedrijf zijn de toegangen tot de blussers en haspels voortdurend ontruimd.

Art. 16. De hoogte, het type, de afmetingen en de breedte van de palen, de breedte van de draden of de afmetingen van de afrasteringen en de loopruimten en de weilanden worden aan het soort dier aangepast. Er worden desnoods dubbele of elektrische omheiningen geplaatst.

Art. 17. In geval van dierentoonstelling voor het publiek treft de exploitant de vereiste doeltreffende maatregelen om elk ongevalrisico te voorkomen.

HOOFDSTUK V. — *Water*

Art. 18. Het is verboden rechtstreeks of onrechtstreeks groeimiddelen, afvloeisels en ander afvalwater dan huishoud- en regenwater in de ondergrond, een openbare riolering, een oppervlaktewater of een afvoer voor regenwater te lozen.

Art. 19. § 1. Dierlijke mest, plantaardige stoffen en afvloeisels worden opgeslagen of gehanteerd overeenkomstig de bepalingen van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, betreffende het duurzame beheer van stikstoffen in de landbouw.

§ 2. Om een te grote productie van hofwater te voorkomen, wordt het hof regelmatig mechanisch gereinigd en wordt de verzamelde afval hetzij naar een infrastructuur voor de opslag van dierlijke mest afgevoerd, hetzij over het land verspreid overeenkomstig de bepalingen van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

§ 3. Het is verboden bruin water rechtstreeks in de ondergrond, een openbare riool of een oppervlaktewater te lozen. Het kan naar een infrastructuur voor de opslag van dierlijke mest weggevoerd worden.

Art. 20. Onverminderd de toepassing van andere wetgevingen wordt het regenwater afkomstig van daken afgevoerd via verliesputten, draineerbuizen, kunstmatige afvoerwegen of oppervlaktewateren.

HOOFDSTUK VI. — *Lucht*

Art. 21. De exploitant gebruikt de nodige middelen ter beperking van de uitstoot van geuren uit de gebouwen of infrastructuur voor de huisvesting van dieren of uit de bijhorende installaties. Het eventuele luchtverversingssysteem van de gebouwen of infrastructuur voor de huisvesting van dieren wordt bedacht en uitgevoerd zodat de vervuilde lucht niet geloosd wordt in de richting van woningen van derden of van lokalen die doorgaans door derden bezet worden.

Art. 22. In geval van een in de lucht gekanaliseerde afvoer voldoet de geloosde lucht aan volgende grenswaarde : totale stoffen : 50 mg/Nm³.

HOOFDSTUK VII. — *Beheer van andere afval dan dierlijke mest*

Art. 23. § 1. De bepalingen van dit hoofdstuk lopen niet vooruit op de toepassing van bijzondere of specifieke bepalingen die de overheid in geval van overmacht zou kunnen opleggen, inzonderheid om een epizoötie binnen het bedrijf uit te roeien.

§ 2. De dood van een dier wordt onmiddellijk en uiterlijk binnen 24 uren door de exploitant meegedeeld aan een voor de verwijdering van krenge erkende ophaler.

De krenge worden in afwachting van hun verwijdering op een voor de gemachtigde personen vlot toegankelijke plaats in een gesloten en waterdichte voorziening bewaard.

Art. 24. De exploitant bewaart de door de erkende ophaler of vervoerder overgemaakte lijsten van opgehaalde krenge.

HOOFDSTUK VIII. — *Controle, autocontrole, zelftoezicht*

Art. 25. De SANITEL-inventaris en de lijsten bedoeld in artikel 22 worden gedurende vijf jaar op de exploitatiezetel bewaard en ter inzage gelegd van de toezichthoudend ambtenaar.

HOOFDSTUK IX. — *Slotbepalingen*

Art. 26. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 december 2005.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 172

[2006/200060]

**22 DECEMBRE 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon
déterminant les conditions intégrales relatives aux activités d'élevage ou d'engraissement de lapins**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment ses articles 4, 5, § 3, 7, § 1^{er}, 8 et 9;

Vu l'avis de la Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution rendu le 22 juin 2005;

Vu l'avis de la Commission des déchets rendu le 30 juin 2005;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas trente jours;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 septembre 2005 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Les présentes conditions s'appliquent aux activités d'élevage ou d'engraissement de lapins visées aux rubriques 01.26.01.01 et 01.26.02.01 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Pour l'application des présentes conditions, on entend par :

1^o abri de plein air : construction située sur les parcelles de pâturage et destinées à abriter les animaux lors d'intempéries;

2^o enclos : l'espace à ciel ouvert et clôturé, y compris les parcours, à l'exception des prairies de pâturage;

3^o habitation de tiers : tout immeuble dans lequel une ou plusieurs personnes séjournent habituellement;

4^o effluents d'élevage : fertilisations organiques d'origine agricole, c'est-à-dire les déjections des animaux ou les mélanges, qu'elles qu'en soient les proportions, de déjections animales et d'autres composants tels que des litières, même s'ils ont subi une transformation;

5^o eaux brunes : les eaux issues d'aires non couvertes de parcours ou d'attente des animaux, souillées régulièrement par ces animaux;

6^o eaux de cour : eaux issues des aires en dur, souillées occasionnellement par les animaux lors de leur passage et par les engins agricoles lors de leur manœuvre, à l'exclusion de toute aire de stockage proprement dite;

7^o jus d'écoulement : liquide provenant de source agricole, à l'exception du lisier et du purin, s'échappant par ruissellement de l'aire ou du réservoir où il est produit ou stocké; les eaux pluviales ne sont pas considérées comme des jus d'écoulement;

8^o litière : la paille, la sciure, le gravier ou toute autre matière servant à recouvrir le sol des enclos ou tout autre lieu d'hébergement des animaux;

9^o nouveau bâtiment ou nouvelle infrastructure d'hébergement : installation postérieure à l'entrée en vigueur du présent arrêté. Les agrandissements de bâtiments ou d'infrastructures existants ne sont pas visés.